



RAPSE

La Lettre

N° 156
12 juin
2019

Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi



General Electric : Donner à la filière industrielle de l'énergie, un avenir en France

Sommaire

- ✓ 1) Une grande bataille nationale contre la stratégie de Général Electric..... Pages 2/6
- ✓ 2) Vue d'avion, les enjeux de la filière..... Pages 7/10



Une grande bataille nationale pour mettre en échec la stratégie de General Electric (GE)

Evelyne ternant

Les faits :

Un plan de suppression de 1044 emplois dans l'usine de turbines à gaz de Belfort, soit plus de la moitié des effectifs, au lendemain des élections européennes, après 1000 emplois supprimés depuis le rachat d'Alstom Power, la branche énergie d'Alstom en 2015. **C'est en fait un désengagement massif de l'industrie énergétique française décidé par la direction américaine de GE.**

Cette décision, si une mobilisation d'ampleur nationale n'y fait pas obstacle, portera un coup fatal à la production française de turbines à gaz pour laquelle le centre de Belfort, le plus important au niveau mondial, dispose de compétences et d'un outil industriel lui permettant de réaliser de A à Z une variété importante de turbines.

Nous vivons l'aboutissement d'une longue série de choix publics désastreux, qui depuis trente ans, ont livré les secteurs de l'énergie et du transport ferroviaire entre les mains de finance internationale, sans la moindre politique industrielle.

PETIT RETOUR SUR L'HISTOIRE

Le début de l'histoire, c'est un petit atelier de mécanique créé à Belfort en 1879 par une entreprise alsacienne, ne voulant pas garder toutes ses activités dans l'Alsace devenue allemande. Au début des années 90, l'entreprise, appelée « ALSTHOM », compte 9000 salariés, sans compter la sous-traitance, dans un parcours industriel exceptionnel : la traction ferroviaire dans les années 60, la filière nucléaire au début des années 70 et le lancement du TGV au même moment, puis le développement des turbines à gaz exportées dans le monde entier.

Le centre de Belfort a donc été partie prenante de productions phares de l'industrie française, intégrant des technologies de pointe, valorisées longtemps par des brevets locaux, grâce au savoir-faire accumulé sur une longue période par ses ingénieurs, techniciens et ouvriers qualifiés.

Mais cette belle histoire industrielle va être malmenée par les logiques capitalistes, et le tourbillon effréné d'opérations boursières, dont l'entreprise va sortir essorée financièrement et affaiblie industriellement à partir de 1987,

date de la privatisation de la CGE, à laquelle elle a été intégrée en 1969, lors du développement de l'activité nucléaire. Vendue en bourse en 1998, après de coûteuses distributions de dividendes, elle se défait du « bijou » qu'est l'activité turbines à gaz de Belfort à GE en 1999. Après un achat catastrophique du groupe helvético-suédois ABB, elle est au bord de la faillite en 2003 : d'où l'entrée temporaire de l'État dans le capital en 2004, sous le ministère Sarkozy, et la revente de la participation à Bouygues en 2006, qui en devient l'actionnaire principal.

C'est en 2015 la vente de la branche énergie (70% d'Alstom) à General Electric, sous le quinquennat Hollande, avec la participation active d'Emmanuel Macron, d'abord conseiller, puis ministre de l'économie et des finances. On sait que cette vente s'est faite dans les conditions scandaleuses de l'imposition par la justice américaine d'une amende et de l'emprisonnement de dirigeants d'Alstom, pour fait de corruption, en application du droit d'extraterritorialité que l'administration américaine s'est octroyée.



L'opération s'est accompagnée d'un versement de 3,2 milliards d'euros aux actionnaires !

En 2018, sous le quinquennat Macron cette fois, les dernier garde-fous sur la présence de la puissance publique ont été balayés : la possibilité de rachat des actions Bouygues pour reprendre la main sur Alstom a été écartée en novembre 2017, et les parts d'Alstom dans les trois coentreprises Alstom/GE (énergies renouvelables, nucléaire et systèmes intelligents) nées de la vente de 2015 ont été vendues à GE en novembre 2018, au moment même où GE annonçait un désengagement massif du secteur énergétique.

Enfin, en 2017, il y a eu le projet d'absorption de ce qui restait d'Alstom, dans le transport ferroviaire, par Siemens, sans le moindre apport financier du groupe allemand, projet heureusement bloqué par la commission européenne, mais pour de mauvaises raisons.

■ Ce rappel montre à quel point le dossier Alstom-GE est sensible sur le plan politique, tant les responsabilités des divers gouvernements

L'ABANDON de LA FILIERE GAZ, suite de la VENTE D'ALSTOM à GE de 2015

Soucieux de déminer le terrain politique dangereux pour E. macron tant son implication est forte dans la vente de Alstom énergie à GE de 2015, Bruno Lemaire a ainsi harangué Olivier Marleix, d'une façon plutôt cavalière : « *si vous connaissiez vos dossiers économiques, vous sauriez que les décisions prises ce matin n'ont absolument rien à voir avec la décision prise par Emmanuel Macron en 2015, car les activités de turbines à gaz qui sont concernées sont depuis 1999 la propriété de GE. Cela n'a donc rien à voir avec les décisions prises en 2015 par Emmanuel Macron* ».

S'il est vrai que la branche turbines à gaz a été vendue en 1999 à GE, et qu'elle n'était pas concernée directement dans la vente de 2015, l'argumentation du ministre est totalement spécieuse : les deux événements ont des liens étroits, pour trois raisons au moins.

et de leurs conceptions néolibérales sont directement engagées dans la grande braderie qui a eu lieu.

■ Les doutes sur les choix de restructuration industrielle ont gagné la représentation nationale, au point qu'ont été installées **deux commissions d'enquête parlementaire, l'une à l'assemblée nationale et l'autre au sénat, dont les conclusions sont sans appel.**

■ O. Marleix, le président (LR) de la commission d'enquête de l'assemblée nationale, disait le 19 avril 2018 : « *au terme de six mois d'investigation, j'ai acquis la conviction qu'en autorisant la vente d'Alstom à GE, l'État a failli à préserver les intérêts nationaux* ».

Cette affaire a même pris récemment un tour judiciaire avec un signalement adressé au procureur d'un possible «pacte de corruption» à l'encontre d'Emmanuel Macron, compte tenu de l'importance des financements de sa campagne électorale en provenance des bénéficiaires de la vente d'Alstom à GE.

1- La stratégie financière de GE est globale. Un fonds d'investissement prédateur a pris le contrôle de GE en 2017, et applique des critères exclusivement financiers de la valeur boursière. La nouvelle direction affirme que le rachat d'Alstom a été l'«*une des plus mauvaises opérations* » pour le groupe, parce qu'elle rapporte moins que prévu. Le groupe a versé en 2016 puis 2017 des dividendes et racheté des actions pour un montant supérieur au cash généré par les activités industrielles du groupe (144% en 2016 puis 110 % en 2017) afin de soutenir le cours de Bourse. Autant de moins pour l'investissement dans une stratégie industrielle. **Le sort des diverses branches industrielles de GE est donc bien lié par une stratégie financière globale d'optimisation boursière, à laquelle des dirigeants politiques**



irresponsables ont livré l'ensemble de notre filière énergétique.

2- Les clauses de l'accord de 2015 entre GE et le gouvernement sur les licenciements concernaient tous les sites.

C'est parce qu'elles prévoyaient explicitement l'absence de licenciements et de fermetures de sites en France jusqu'à la fin de 2018 (en même temps qu'une création de 1000 emplois) que les licenciements dans la turbine à gaz sont annoncés en 2019.

3- C'est à l'occasion du rachat d'Alstom power en 2015 que les brevets conçus sur le site de Belfort ont été transférés à une filiale suisse de GE à Baden, y compris ceux de la technologie des turbines à gaz.

Le transfert a aussi concerné, en contradiction formelle avec les termes de l'accord, la gestion de projet et les services commerciaux,

Belfort passant, pour les turbines, d'un centre de direction de GE aux multiples fonctions stratégiques à un centre de production, redevable à la filiale suisse de royalties pour les brevets, de rémunérations pour les prestations des services généraux.

■ C'est ainsi que le centre de Belfort, qui a fait remonter du cash à GE entre 1999 et 2016 est affiché comme déficitaire après ces transferts de valeur en Suisse, et donc, au passage, exempté d'impôts....

Bruno Le Maire a beau tenter de cloisonner les dossiers pour défaire le Président de la République de sa responsabilité directe, il y a bien **une même et unique histoire continue de la vente d'Alstom Power en 2015 à la situation d'aujourd'hui, celle de la soumission de l'avenir du secteur énergétique à la logique actionnariale d'un fonds de pension américain.**

LA FILIÈRE des TURBINES à GAZ a un AVENIR

La turbine à gaz (mal nommée puisqu'il serait plus exact de la nommer filière à combustion) est une alternative au charbon et au lignite dans les pays qui l'utilisent massivement, puisque le gaz produit deux fois moins de CO2 et aucune particule fine. C'est une technologie nécessaire pour compenser l'intermittence des énergies renouvelables tant que des solutions de stockage viable ne sont pas trouvées. Elle permettra aussi de valoriser le bio-méthane produit à partir des déchets agricoles. Elle peut enfin devenir dans un horizon plus lointain turbine à hydrogène adossée au photovoltaïque ou à l'éolien, sans émission de CO2.

C'est pourquoi les prévisions sur la demande de turbines à gaz estiment qu'elle pourrait augmenter de 25% d'ici 2022, et doubler d'ici 2040. Le «creux» du marché n'est donc que passager. Les turbines qui ne seront plus produites à Belfort le seront ailleurs : aux USA, sur le site de Grenville, où GE a délocalisé certaines activités et de fabrication des pièces stratégiques, ou en Chine ou en Inde, où le déménagement des activités commerciales et de gestion de projets a déjà commencé : GE peut se faire beaucoup d'argent avec des transferts de technologie sur les brevets transférés dans la filiale suisse.

LES FAUSSES ROUTES de LA DIVERSIFICATION PROMISE

Si la recherche de diversification industrielle est toujours souhaitable pour consolider une activité industrielle, il faut être clair : Les pistes avancées ici et là pour désamorcer la protestation n'offrent pas la possibilité de préserver les compétences humaines et l'outil industriel.

1) La sous-traitance aéronautique, qui existe déjà à petite échelle, ne peut se développer qu'avec des certifications qui s'obtiennent sur temps long.

2) Le grand carénage nucléaire suppose aussi une qualification, si bien que les donneurs d'ordre ne le confient qu'à des entreprises spécialisées.



3) La piste de l'hydrogène, pour prometteuse qu'elle soit, n'a pas de perspective d'industrialisation à grande échelle à court terme. La proposition d'installer à Belfort un centre mondial de test et de mesures sur l'hydrogène, le projet Isthy, en admettant qu'elle se fasse, est loin du compte en effectifs.

LES LEVIERS D'ACTION du GOUVERNEMENT

Le dossier énergétique, celui de la filière des turbines à gaz comme celui de la filière nucléaire, dorénavant dépendante de GE pour la maintenance des centrales, **pose la question du retour d'une maîtrise publique sur des secteurs économiques stratégiques** pour garantir une certaine indépendance énergétique, particulièrement nécessaire dans le contexte de la politique extérieure de Donald Trump.

L'idée de nationalisation, de groupe public est évoquée lors des mobilisations, le débat sur les moyens du contrôle public ne pourra être longtemps différé.

■ Mais dans l'immédiat, l'urgence est de contraindre le gouvernement à actionner les leviers qui mettent la direction de GE sous pression.

1) GE vit en grande partie des commandes publiques, non seulement pour l'équipement des centrales électriques, mais pour ses diverses activités hors énergie: équipements médicaux en IRM, scanners pour les hôpitaux, ou du traitement des eaux usées pour les collectivités locales.

L'enjeu est donc bien la préservation et le développement de la filière des turbines à gaz, indispensable non seulement pour l'avenir industriel du territoire de Belfort, mais pour l'insertion de notre industrie dans la transition énergétique.

2) GE a perçu du CICE, du CIR (crédit impôts recherche), alors même que le groupe ne cesse de réduire ses activités, y compris l'ingénierie, délocalisée en Inde, au Mexique et en Pologne. **Au total, ce sont 1000 emplois qui ont été déjà supprimés en France depuis le rachat de la branche énergie d'Alstom.**

3) Les banques, tout particulièrement les institutions publiques, peuvent être mobilisées pour financer un plan de dépenses d'avenir incluant R&D, formation, préservation des emplois et investissements.

4) Le directeur actuel de GE France, Monsieur Hugh Bayley, ancien membre du cabinet d'Emmanuel Macron, pourrait se faire l'écho des exigences françaises auprès de la direction américaine de GE, et inverser ainsi le sens des influences.

5) Le non respect par GE des accords de 2014, lors de l'achat d'Alstom-énergie, va bien au-delà de la promesse de création des 1000 emplois, pour laquelle est prévue une maigre indemnisation de 50 millions d'euros. **Il y a donc des possibilités juridiques effectives de renégocier l'accord.**

MOBILISATION, «UNION SACRE » et RASSEMBLEMENT

Dès l'annonce du plan, les élus locaux, la présidente de région (PS macron-compatible), le maire et les parlementaires de Belfort (LR) ont annoncé «une union sacrée» pour préserver le maximum d'emplois dans la diversification. L'abandon de la turbine à gaz était validé, l'action locale consistant à «minimiser» un plan de licenciement jugé inéluctable.

La mobilisation des salariés autour d'une position de l'intersyndicale claire sur l'avenir

de la turbine à gaz a fait monter cet enjeu et fait évoluer certaines positions, notamment au sein de la droite LR.

Le parti communiste a aussi contribué localement à la mise en avant de l'enjeu écologique et industriel de la turbine à gaz par une distribution massive de tracts, l'appel à la constitution d'un comité local citoyen de défense de la turbine à gaz, une implication militante régionale dans la grande manifestation du 22 juin à l'appel de l'intersyndicale.



Pour autant, les forces de gauche restent sur une position ambiguë : tout en reconnaissant, suite à la mobilisation, l'importance de la turbine à gaz, elles avancent plutôt les propositions de diversification, sous l'argument du défaitisme : la bataille contre GE serait perdue d'avance, et celui de l'opportunisme : ne pas laisser le maire LR Damien Meslot seul sur le terrain considéré comme «plus porteur politiquement» de la diversification!!!

Les salarié.e.s, toutes catégories professionnelles confondues, semblent déterminés à défendre leurs métiers, y compris dans une lutte dure. Les premiers blocages de sortie d'usine des turbines ont commencé. Le petit patronat local, patrons des PME sous-traitantes de GE ne se fait aucune illusion sur la diversification, qui ne concernera pas plus de 200 à 250 emplois maximum, et va plonger la sous-traitance en grande difficulté car elle n'a pas les moyens de faire la prospection sur le marché mondial des turbines à gaz. Il y aurait là des alliés potentiels pour le comité de défense de la turbine à gaz.

Mais l'enjeu pour construire un rapport de force suffisant face à la collusion actuelle entre le gouvernement et la direction de GE est de relayer rapidement les mobilisations locales par une bataille politique nationale.

C'est d'autant plus urgent et nécessaire que le dossier prend une tournure très politique.

GE annonce le démarrage du plan le 17 juin sans même que le dialogue avec Bruno Lemaire ait eu lieu. C'était pourtant son engagement à la suite de sa venue à Belfort.

Il y a par ailleurs la responsabilité directe de Macron dans le dossier Alstom/GE, et de plus, l'instruction par la justice du dossier Marleix sur le financement de la campagne de Macron.

Compte tenu de la pusillanimité des forces de gauche sur le dossier, c'est au parti communiste à prendre des initiatives nationales, par un appel national largement relayé dans et en dehors du parti, peut être une initiative sur Belfort, sur des bases claires pour un rassemblement populaire.

LES BASES D'UN APPEL NATIONAL sur GE

- 1) La nécessité vitale de préserver les compétences humaines et l'outil industriel, ce qui implique un moratoire immédiat sur le plan de licenciements, en clair aucun licenciement.
- 2) L'exigence d'une renégociation de l'accord entre le gouvernement et GE en novembre 2014 qui prévoyait pendant 10 ans (soit jusqu'en 2024) le maintien en France des fonctions stratégiques pour le marché européen alors qu'elles ont été massivement délocalisées.
- 3) Le rapatriement des brevets mis au point en France. Leur transfert en Suisse et le paiement de royalties par les sites français s'apparente à un véritable hold-up sur les technologies mises au point par les travailleur.se.s de nos territoires, avec l'appui de nos services publics.
- 4) Un plan de développement industriel ambitieux de la filière s'appuyant sur l'atout humain exceptionnel de Belfort, et sur l'articulation avec les services publics.

- 5) Un contrôle des engagements par un comité de suivi démocratique, incluant les représentants syndicaux, et les partis politiques ayant participé aux commissions d'enquête parlementaires. Il est impensable que l'amende (légère) versée par GE pour non respect des créations d'emplois retourne à GE, contre de nouvelles promesses...

Il est temps de mettre un coup d'arrêt aux décisions qui non seulement obèrent l'avenir d'un territoire mais nous emmènent un peu plus vers le point de non retour des capacités industrielles fondamentales de notre pays. Il est temps également de retrouver la voie d'une véritable politique industrielle au service des besoins sociaux et écologiques de notre pays. Nous devons contribuer à imposer d'autres choix que ceux d'une industrie soumise aux exigences de la finance.



Parti communiste français

Commission Nationale de l'activité du Parti Communiste
Sur les lieux de travail. Collectif Aéronautique & Spatial

Vue d'avion

**Retenez
cette date**

Lundi 17

Juin 2019

A l'occasion du 53^e salon de l'aéronautique et de l'espace qui aura lieu du 17 au 23 juin 2019 au parc des expositions du Bourget, le collectif national PCF des militants.es des entreprises aéronautiques et spatiales (fondé en 97) propose une rencontre des militants.es concernés.es par toute la filière pour débattre des enjeux citoyens.

1) Réunion des militants de l'aérospatiale, communistes, syndicalistes ou citoyens concernées par l'Aéronautique, le Spatial, l'Avionique et le Transport aérien.

De 8h30 à 13 h

8 Bis rue Claude terrasse Blanc Mesnil 93 150 (près du Bourget)

Repas rapide assuré pour XX euro.

Durant cette journée du 17 juin, nous souhaitons pousser le débat sur les enjeux de la recherche, de l'industrie, civile et militaire, ainsi que du transport aérien. Il s'agira aussi de débattre sur les moyens politiques à mettre en oeuvre pour initier une nouvelle phase de développement d'intervention citoyenne dans la filière, sur les singularités de l'intervention syndicale et de l'intervention politique notamment communiste. Nous examinerons les difficultés à surmonter l'impact des lois Hollandes et Macron.

**Salon aéronautique
et spatial du
Bourget.**

**Réunion militante
sur les enjeux
Citoyens de la
filière**



L'aéronautique relie l'humanité



2) Suite à cette réunion une délégation du PCF conduite par son nouveau secrétaire Fabien Roussel visitera le salon accompagnée par des militants des groupes Airbus, Dassault, Safran, Thales et par des élus parlementaires.

Nous vous proposons donc de retenir cette journée **du 17 juin et de nous tenir informer, de préférence par retour, sur votre Participation.**



L'aérospatiale source de connaissances

Dans l'attente d'une réponse que nous souhaitons positive, nous vous souhaitons une visite fructueuse.

Je souhaite participer à la journée du 17 Juin au salon du Bourget :

Je ne pourrai pas participer à la journée du 17 Juin du Bourget :

Nom : Prénom :

Actif / Retraité : Entreprise : Département :

Tél. : email :

A envoyer au collectif : Jean Claude PRADEAU Tél. : 06 71 38 72 34
Courriel : jcpradeau@orange.fr

Déroulement de la matinée

Intervention d'ouverture par Michel Sturaro au nom du collectif.

8 h 45

1) Introduction du débat sur la situation économique et industriel et la filière transport par Alain Janvier

Débat

2) Quel rôle doit jouer l'intervention militante et citoyenne sur les lieux de travail, la question spécifique de l'intervention communiste par Pascal Joly.

Débat

3) 12h Conclusion et proposition d'action (*) par E.Seassau responsable de l'activité des communistes dans les lieux de travail.

(*) Surgies du débat et ou comme par exemples :

a) Le référendum sur la privatisation des aéroports.

b) Faire reculer le poids du capital dans les activités.

v Fabien Roussel secrétaire NI du PCF dira un mot au moment de l'apéritif.



L'aérospatiale source de connaissances



Examen rapide des problèmes de toutes les filières de l'aérospatiale et du transport.

Tout semble aller bien, les bilans sont au beau fixe, les excédants bruts d'exploitations sont à la hausse, les gros actionnaires se gavent et en veulent toujours plus.

Ce qui prime dans tous les groupes, c'est le rendement financier pour l'actionnaire, (voir les assemblées générales des groupes). Les salariés de tout rang voient l'objet de leur travail passer au second plan devant les exigences financières. Ils se sentent dessaisis.

A) Cela se fait au détriment des ouvriers, employés, techniciens ingénieurs et cadres : les salaires sont calaminés, les progressions de carrières et de qualifications sont contestées, les effectifs sont bridés et les directions exigent toujours plus de rendement.

Les activités sont sous pression de sous-traitances ou d'externalisation.

B) Cela se fait contre les productions elles mêmes, qui sont globalement considérées comme le support des profits. A telle point que les recherches et développements sont faites à la portion congrue en regard des besoins.

C) Cela se fait au détriment de l'éthique, de la morale en matière de diplomatie lorsque des armes sont vendues ou remises à des pays qui sont des agresseurs, actuels ou potentiels.

Ce qui est en cause c'est le coût du capital dans les entreprises, il faut des actions de salariés pour le contrôler, le faire diminuer sous ses différentes formes, prédation des actionnaires, versement d'intérêts aux banques, loyers, coût des brevets etc.

Concernant les deux premiers point, cela se vérifie partout.

- Chez les concepteurs et les sous-traitants.

Cela a des effets graves.

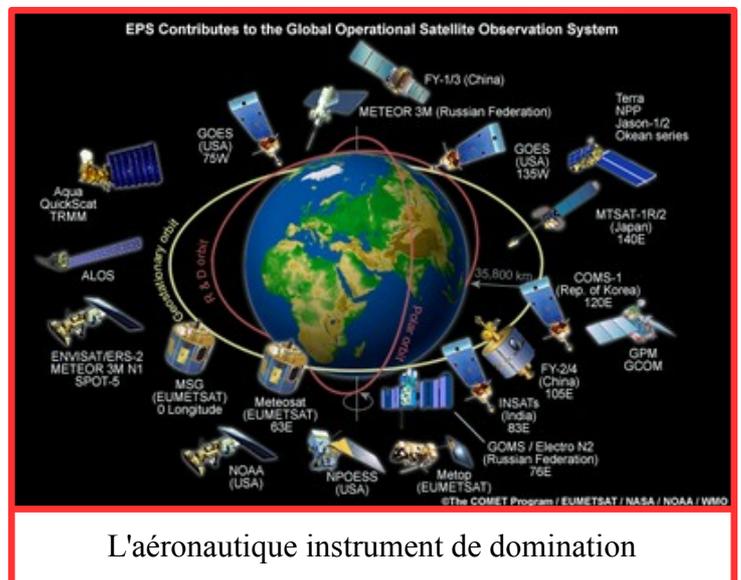
- Dans les bureaux d'études, les effectifs sont insuffisants, cela se vérifie par exemple chez Safran dans les difficultés rencontrées dans la mise au point des moteurs Silvercrest pour les avions d'affaires et le SaM 146 pour les avions russes.

La presse parle de perte de compétences

Que dire des drames provoqués par les impasses faites chez Boeing avec le 737 max qui semble être un avion conçu dans la précipitation avec la complicité de l'agence gouvernementale Fédéral Aviation Administration (FAA).

Sommes nous à l'abri ?

Dans la dernière période, des avions de lignes ont été contraints à des atterrissages d'urgence, pour différentes causes, qui doivent être mises au clair par le travail des experts.

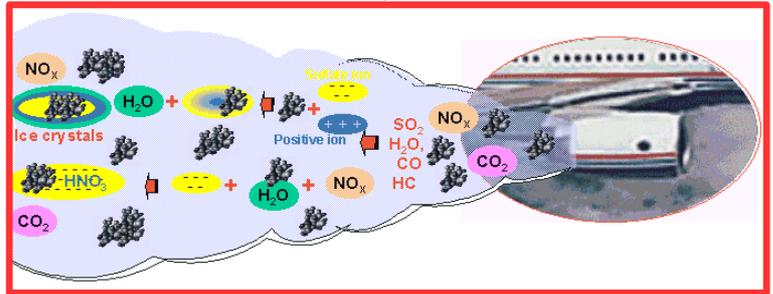


L'aéronautique instrument de domination



On n'a pas encore entendu l'éternel refrain du "c'est une erreur humaine". Néanmoins, les élus dans les IRP des Entreprises se font régulièrement l'écho des difficultés inhabituelles rencontrées dans les ateliers et bureaux et qui ont leur Origine :

➤ Dans les délais négociés trop courts, dans le manque d'expérience des nouvelles équipes depuis le départ en retraite des anciens, difficultés qui devaient être compensées, non pas par le recul des départs en retraite, mais par des décisions d'anticipation d'embauche, enfin, dans de nouvelles méthodes de travail (CLEAN? ...), qui, de la chasse à la sur-qualité jusqu'à la traque du maillon faible dans les équipes, toutes qualification confondues, et maintenant généralisées dans tous les secteurs des entreprises, n'ont de cesse de peser à la baisse sur le poids de la rémunération salariale dans la valeur ajoutée. Pour Airbus, le nouveau PDG met ses pas dans ceux d'Anders en disant qu'il n'y a pas besoin d'avion de nouvelle conception.



Les questions de la pollution se posent avec acuité sans qu'un plan d'ensemble soit vraiment établi,

➤ En matière de pollution une réflexion doit être menée sur la base de l'accroissement du transport aérien civil. L'ADEME, pour la France, vient de se voir confier l'état des lieux et les objectifs à atteindre pour une réelle amélioration. En effet, il apparait que, si, à trafic constant, les objectifs de réduction de CO2, NOX et autres polluants semblent tenus, ce n'est pas le cas avec l'augmentation du trafic.

Alors, oui, l'heure n'est pas à freiner l'effort dans le domaine de la recherche et de l'innovation.

L'aéronautique doit faire face à des questions qui touchent tous les être humains avec :

➤ la pollution que les avions génèrent (NOx, ...), la consommation de kérosène,

➤ une contribution qui n'est plus être négligeable en matière de gaz à effet de serre.

➤ La situation dans les compagnies aériennes, où les gouvernements ne pilotent plus vraiment une régulation qui se fait sans tenir compte des enjeux écologiques, avec l'absurde abandon de l'A380, que ce soit pour les passagers ou fret. Pourtant l'encombrement des aéroports atteint des points de congestion sous l'action de directions qui visent la rentabilité, utilisent un maximum de d'avions sur de courtes distances avec des avions de plus faible capacité.

L'Etat doit être impliqué par exemple pour obliger les compagnies à mettre en oeuvre le roulage électrique qui ferait gagner 4 ou 5% de pollution.

Faire de la politique dans les entreprises.

Les déclarations de Laurence Parisot, qui était présidente du Medef, devraient convaincre les Communistes et les salariés de faire de la politique sur les lieux de travail. Elle écrivait :

« Nous les entrepreneurs nous pouvons être à ce siècle ce que les instituteurs ont été à la troisième république.

L'école était chargée de former les citoyens. N'est-ce pas à nous à l'entreprise de leur apprendre le nouveau monde? » .

Depuis le Medef fait beaucoup de politique

La citoyenneté et l'activité politique ne doivent pas s'arrêter à la porte de l'Entreprise.

La revue « Vue d'Avion » doit se nourrir d'une bonne connaissance de la situation dans les entreprises de l'aéronautique, du spatial et de l'avionique.

Il est donc essentiel que ceux qui s'intéressent à la vie politique dans les entreprises nous communiquent les tracts publiés par le PCF et aussi ceux des syndicats.

Je souhaite rejoindre le PCF,

Entreprise :

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone :

Adresse courriel :

Envoi par mail à J.C. PRADEAU

Coordinateur National du Collectif :

jepradeau@orange.fr

Le dogme capitaliste conduit au projet de privatisation des ADP.

Un non sens, comme le montre la situation des autoroutes privatisées.

C'est la raison pour laquelle, le PCF appelle les français à s'emparer du référendum d'initiative partagé et contribuera avec ses militants.es à la collecte des 4,7 millions de signatures nécessaires.